

K

IZDIHAR

L'Economiste à Casablanca

ZI: Des milliards de DH de chiffre d'affaires et pas d'infrastructures

unités pourrait dépasser 25 milliards de DH. Paradoxe d'autant plus profond qu'aujourd'hui, beaucoup de ces entreprises sont en cours de certification. Parler de mise à niveau alors que l'environnement est loin de l'être est une aberration au sens de l'industriel. "Jusqu'où peut-on tolérer de travailler dans un environnement pareil? Il est grand temps qu'il y ait une prise de conscience de l'importance de cette ZI, non pas en tant que contribuable, mais en tant qu'acteur", poursuit Sajid. Car le développement de la ville est l'affaire de tous.

Ce sursaut de conscience est nécessaire. C'est dire la taille de l'effort à fournir par les industriels, les communes et les ministères concernés (ministère de l'Industrie et celui de l'Habitat). Et ce n'est pas l'association Izdihar qui attendra les autres. Cette association est allée jusqu'à être médiatrice entre l'ONCF et la commune de Sidi Bernoussi pour la construction d'un passage à niveau digne de ce



"La contribution ne se mesure pas qu'aux impôts payés, car il ne suffit pas de payer des taxes pour que les choses bougent", explique Mohamed Sajid. Les industriels doivent mettre la main à la pâte (Ph. Akisra)

nom. Autre exemple de partenariat efficient, celui de la Lydec avec l'association en 1998 pour l'assainissement du quartier Fuessenta (cf. www.leconomiste.com). Autre contraste criant: les bidonvilles qui jouxtent les unités industrielles. Pour ce problème social, une convention entre le ministère de l'Habitat et l'association permet de lancer les opérations de démantèlement des ménages vers les terrains domaniaux mis à disposition. L'association Izdihar finance

à hauteur d'un tiers le projet. Le programme de relogement concerne plus de 100 familles. Encore une fois, Sajid en appelle à l'implication de tous. Et ce n'est pas qu'une simple question de bonne volonté au vu des enjeux de la zone. Ce n'est qu'avec une stratégie de coordination implacable que la mise à niveau de la ZI pourra se concrétiser. Les autorités compétentes auront à brandir l'étendard de la communication et de la collaboration avec les opérateurs et les créateurs de richesse.

L'environnement général de l'entreprise concerne tous les acteurs. "D'ailleurs, la contribution ne se mesure pas qu'aux impôts payés", explique l'intervenant pour ceux qui pensent qu'il suffit de payer ses impôts pour faire avancer les choses. Pour clore son intervention, Mohamed Sajid rappelle que ce n'est que dans une démarche participative que la mise à niveau de la ZI pourra réussir. □

Naoufal BELGHAZI